A Lille,
Le 02 août 2025,

Mr Deslandes, votre deux poids deux mesures est insupportable.
Nous exigeons des mesures fortes de sanction contre l'Etat génocidaire israélien.

Nous, citoyens lillois, dénonçons la complicité de la mairie de Lille dans la participation au Tour de France d'une équipe cycliste de l'État génocidaire. Cette équipe de sport washing « Israël Premier Tech » a défilé dans les rues de notre ville, en violation du droit international et en toute impunité, ce même centre-ville qui nous a été interdit pendant 20 mois par les services préfectoraux sans que jamais la mairie n'intervienne. Comment accepter que soient censurées les voix qui dénoncent un génocide et demandent un cessez-le-feu, quand, dans le même temps, un évènement sportif, accueillant une équipe venant faire la propagande de ce même génocide, est financé à hauteur de plusieurs centaines de milliers d'euros d'argent public.

Nous condamnons le dispositif sécuritaire local déployé en renfort pour protéger les porte-drapeaux d'un État hors-la-loi tout le long du parcours de cette "grande fête populaire". Des drapeaux palestiniens ont été confisqués par la police, des personnes interdites d'accès à la Grand Place sous prétexte qu'elles portaient un keffieh, d'autres nassées au seul motif qu'elles venaient dénoncer pacifiquement le blanchiment par le sport d'un génocide.

Nous interrogeons la mairie et les élus, quant à leur silence complice et au 2 poids 2 mesures ségrégationniste, qui boycottent d'autres Etats et sportifs mais déroulent le tapis rouge à des promoteurs de crimes contre l'humanité. La vie d'un enfant palestinien n'a-t-elle pas la même valeur que celle d'un enfant ukrainien ? Pourquoi une solidarité active, assumée et revendiquée, d'un côté et de timides déclarations non coercitives de l'autre ?

Face à ce scandale et cette hypocrisie, nous ne nous tairons pas et ne cesserons de répéter que les Palestiniens ne demandent pas la charité. Ils n'ont pas besoin de subventions ponctuelles**,** si elles ne s'accompagnent pas de réelles mesures contraignantes venant sanctionner Israël, l'Etat oppresseur et colonial**,** qui organise méthodiquement l'épuration ethnique de ce peuple depuis des décennies.

Nous exigeons que le drapeau palestinien soit hissé devant la mairie, tant que ne sera pas appliquée la résolution A/ES-10/L.31/REV1 du 18/09/2024 votée par l'Assemblée générale de l'ONU. La ville de Lille doit s'engager dans la campagne du mouvement mondial et pacifique *Boycott, Désinvestissement et Sanctions* contre l'Etat d'Israël, afin de le contraindre à respecter le droit international pour une paix juste, basée sur l'application des droits nationaux du peuple palestinien.

NOM / PRENOM	SIGNATURE	PROFESSION

NOM / PRENOM	SIGNATURE	PROFESSION